

Art. 3. Dans l'article 1, 26°, arrêté du Gouvernement flamand du 27 novembre 2015 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des structures mandatées, points de coordination et pools d'accueil flexible de travailleurs de groupes cibles, les conditions d'autorisation et de subventionnement de services locaux d'accueil extrascolaire de voisinage, ainsi que les conditions pour une subvention supplémentaire pour les organisateurs ayant une autorisation d'accueil de groupe et une subvention supplémentaire, le membre de phrase « l'agence autonomisée interne « Zorginspectie » (Inspection des Soins), créée par l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 mars 2004 portant création de l'agence autonomisée interne « Zorginspectie » » est remplacé par le membre de phrase « Zorginspectie du Département du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille, visée à l'article 3, § 2, alinéa trois, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 mars 2006 concernant le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille, relatif à l'entrée en vigueur de la réglementation créant des agences dans le domaine politique Aide sociale, Santé publique et Famille et modifiant la réglementation concernant ce domaine politique ».

Art. 4. Dans l'article 10, alinéa quatre, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 mars 2017 portant subvention d'une initiative novatrice, élargie et accessible de soutien aux futurs ménages et aux ménages avec enfants dans le cadre de la lutte contre la pauvreté infantile, le membre de phrase « l'agence visée à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 mars 2004 portant création de l'agence autonomisée interne Inspection des Soins » est remplacé par le membre de phrase « Zorginspectie du Département du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille, visée à l'article 3, § 2, alinéa trois, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 31 mars 2006 concernant le Département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Famille, relatif à l'entrée en vigueur de la réglementation créant des agences dans le domaine politique Aide sociale, Santé publique et Famille et modifiant la réglementation concernant ce domaine politique ».

Art. 5. L'arrêté du Gouvernement flamand du 26 mars 2004 portant création de l'agence autonomisée interne « Zorginspectie » (Inspection des Soins), modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 3 juin 2005, 31 mars 2006, 24 septembre 2010 et 30 janvier 2015, est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2017.

Art. 7. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions et le Ministre flamand ayant la politique de santé dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le ou la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

Le Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200711]

1^{er} FEVRIER 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'accès aux infrastructures physiques des gestionnaires de réseaux par les opérateurs de communications électroniques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 18, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 3, inséré par le décret du 26 octobre 2017;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, l'article 18, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 3, inséré par le décret du 26 octobre 2017;

Vu le rapport du 29 septembre 2017, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 62.595/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2017 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n° CD-17j26-CWaPE-1736 de la Commission wallonne pour l'énergie donné le 26 octobre 2017;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions introductives

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret électricité du 12 avril 2001 : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° le décret gaz du 19 décembre 2002 : le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

3° le gestionnaire de réseau : le gestionnaire de réseau, le gestionnaire de réseau privé ou le gestionnaire de réseau fermé professionnel.

CHAPITRE II. — *Procédure, modalités et conditions équitables et raisonnables de l'accès aux infrastructures physiques des gestionnaires de réseaux*

Art. 3. L'opérateur de communication électronique qui souhaite accéder à l'infrastructure physique d'un gestionnaire de réseau en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit conformément à l'article 18, § 3, du décret électricité du 12 avril 2001 et à l'article 18, § 3, du décret gaz du 19 décembre 2002, introduit une demande, par recommandé, auprès du gestionnaire de réseau concerné.

La demande contient :

1° la dénomination ou la raison sociale de l'opérateur de communication électronique, sa forme juridique, son adresse ou l'adresse de son siège social, le nom et les coordonnées du gestionnaire du dossier;

2° l'objet de la demande, comprenant une note détaillant le projet pour lequel l'accès est demandé, y compris un échéancier précis tel que visé à l'article 18, § 3, alinéa 1^{er}, du décret électricité du 12 avril 2001 et à l'article 18, § 3, alinéa 1^{er}, du décret gaz du 19 décembre 2002;

3° une description précise des éléments du réseau pour lequel l'accès est demandé en ce compris leur localisation;

4° la date à laquelle l'opérateur de communication électronique envisage d'accéder à ces éléments en précisant la durée d'accès souhaitée;

5° l'indication des éventuels éléments confidentiels.

Art. 4. Si la demande est complète, le gestionnaire de réseau en accuse réception dans les quinze jours.

Si la demande est incomplète, le gestionnaire de réseau demande, dans un délai de quinze jours à dater de sa réception, à l'opérateur de communication électronique de la compléter.

Dans les quinze jours de la réception des éléments manquants, le gestionnaire de réseau accuse réception de la demande complète.

Art. 5. Dans les deux mois de la réception de la demande complète, le gestionnaire de réseau transmet sa décision motivée à l'opérateur de communication électronique.

Le gestionnaire de réseau y précise les conditions équitables et raisonnables, notamment au niveau du prix, proposées en contrepartie de l'accès demandé ainsi que les critères à respecter permettant de garantir l'intégrité et la sécurité de son réseau, notamment en matière d'informatique.

Sont considérées comme équitables et raisonnables, les conditions respectant les principes de non-discrimination, de transparence et de proportionnalité par rapport à l'objectif poursuivi. La proportionnalité des conditions d'accès sera évaluée au regard des critères énumérés à l'article 18, § 3, alinéa 2, du décret électricité du 12 avril 2001.

Art. 6. De manière annuelle, le gestionnaire de réseau transmet, pour information, à la CWaPE et suivant les modalités à convenir par celle-ci :

1° les demandes d'accès et les décisions prises;

2° les recettes et avantages attendus si l'accès est accordé;

3° les synergies possibles en matière de gestion des réseaux.

CHAPITRE III. — *Modalités de la demande d'information relative aux infrastructures physiques des gestionnaires de réseaux*

Art. 7. Lorsque les informations minimales visées à l'article 18, § 4, du décret électricité du 12 avril 2001 et à l'article 18, § 4, du décret gaz du 19 décembre 2002 ne sont pas disponibles par l'intermédiaire du point d'information unique, l'opérateur de communication électronique peut les demander au gestionnaire de réseau concerné.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est motivée.

Art. 8. Le gestionnaire de réseau accuse réception de la demande dans les quinze jours de sa réception.

Dans les quinze jours de l'envoi de l'accusé de réception visé à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire de réseau transmet les informations minimales demandées à l'opérateur de communication électronique en en indiquant les éventuels éléments confidentiels.

Toute limitation de l'accès aux informations minimales sur base des articles 18, § 4, alinéa 4, du décret électricité du 12 avril 2001 et du décret gaz du 12 décembre 2002 est motivée.

Le gestionnaire de réseau transmet une copie des informations minimales au point d'information unique visé à l'article 2, 65°, du décret électricité du 12 avril 2001 et à l'article 2, 54°, du décret gaz du 19 décembre 2002, le cas échéant, en en excluant les éléments confidentiels.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 9. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} février 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/200711]

1. FEBRUAR 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Zugang der Betreiber elektronischer Kommunikationsdienste zu den physischen Infrastrukturen der Netzbetreiber

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 18 § 3 Absatz 1 und § 4 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 26. Oktober 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 18 § 3 Absatz 1 und § 4 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 26. Oktober 2017;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 29. September 2017;

Aufgrund des am 27. Dezember 2017 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 62.595/4;

Aufgrund der am 26. Oktober 2017 abgegebenen Stellungnahme Nr. CD-17j26-CWaPE-1736 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE);

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Einleitende Bestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2014/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Mai 2014 über Maßnahmen zur Reduzierung der Kosten des Ausbaus von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Elektrizitätsdekret vom 12. April 2001: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° Gasdekret vom 19. Dezember 2002: das Dekret vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts;

3° Netzbetreiber: der Netzbetreiber, der Privatnetzbetreiber oder der Betreiber eines geschlossenen Unternehmensnetzes.

KAPITEL II — Verfahren, Modalitäten und faire und angemessene Bedingungen für den Zugang zu den physischen Infrastrukturen der Netzbetreiber

Art. 3 - Der Betreiber eines elektronischen Kommunikationsdienstes, der zwecks des Ausbaus von Komponenten von Hochgeschwindigkeitsnetzen für die elektronische Kommunikation gemäß Artikel 18 § 3 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 und Artikel 18 § 3 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 zu der physischen Infrastruktur eines Netzbetreibers Zugang haben möchte, reicht bei dem betreffenden Netzbetreiber einen Antrag per Einschreiben ein.

Der Antrag enthält folgende Angaben:

1° die Bezeichnung oder den Gesellschaftsnamen des Betreibers des elektronischen Kommunikationsdienstes, seine Rechtsform, seine Anschrift oder die Anschrift des Gesellschaftssitzes, den Namen und die Kontaktdaten des Aktenverwalters;

2° den Gegenstand des Antrags, mit einer ausführlichen Beschreibung des Projekts, für welches der Zugang beantragt wird, einschließlich eines genauen Terminkalenders nach Artikel 18 § 3 Absatz des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 und Artikel 18 § 3 Absatz 1 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002;

3° eine genaue Beschreibung der Komponenten des Netzes, zu dem der Zugang beantragt wird, einschließlich ihrer Lokalisierung;

4° das Datum, an dem der Betreiber des elektronischen Kommunikationsdienstes den Zugang zu diesen Komponenten vorsieht, und die Dauer des erwünschten Zugangs;

5° die Angabe eventueller vertraulicher Daten.

Art. 4 - Wenn der Antrag vollständig ist, bestätigt der Netzbetreiber dessen Empfang binnen fünfzehn Tagen.

Wenn der Antrag nicht vollständig ist, beantragt der Netzbetreiber binnen fünfzehn Tagen nach seinem Eingang dessen Vervollständigung durch den Betreiber des elektronischen Kommunikationsdienstes.

Binnen fünfzehn Tagen nach dem Eingang der fehlenden Angaben bestätigt der Netzbetreiber den Empfang des vollständigen Antrags.

Art. 5 - Binnen zwei Monaten nach dem Eingang des vollständigen Antrags teilt der Netzbetreiber dem Betreiber des elektronischen Kommunikationsdienstes seine begründete Entscheidung mit.

Darin führt der Netzbetreiber die fairen und angemessenen Bedingungen (einschließlich des Preises) an, die als Gegenleistung für den beantragten Zugang angeboten werden, sowie die Kriterien, die zu beachten sind, um die Sicherheit und Integrität seines Netzes zu gewährleisten, insbesondere in Sachen Informatik.

Gelten als fair und angemessen die Bedingungen, die die Grundsätze der Nichtdiskriminierung, der Transparenz und der Verhältnismäßigkeit angesichts des verfolgten Ziels beachten. Die Verhältnismäßigkeit der Zugangsbedingungen wird anhand der in Artikel 18 § 3 Absatz 2 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 beurteilt.

Art. 6 - Der Netzbetreiber teilt der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie" - CWaPE), nach von Letzterer festzulegenden Modalitäten, jährlich folgende Angaben zur Information mit:

1° die Zugangsanträge und die getroffenen Entscheidungen;

2° die erwarteten Einnahmen und Vorteile, wenn der Zugang gewährt wird;

3° die möglichen Synergien in Sachen Netzverwaltung.

KAPITEL III — *Modaliteiten für die Informationsanfrage betreffend die physischen Infrastrukturen der Netzbetreiber*

Art. 7 - Wenn die Mindestinformationen nach Artikel 18 § 4 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 und nach Artikel 18 § 4 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 nicht über die zentrale Informationsstelle verfügbar sind, so kann der Betreiber des elektronischen Kommunikationsdienstes sie bei dem betreffenden Netzbetreiber einholen.

Die Anfrage nach Absatz 1 wird begründet.

Art. 8 - Der Netzbetreiber bestätigt den Empfang der Anfrage binnen fünfzehn Tagen nach deren Eingang.

Der Netzbetreiber übermittelt dem Betreiber des elektronischen Kommunikationsdienstes die beantragten Informationen binnen fünfzehn Tagen nach dem Versand der Empfangsbestätigung nach Absatz 1, wobei er gegebenenfalls angibt, welche Angaben vertraulich sind.

Jede Begrenzung des Zugangs zu den Mindestinformationen aufgrund des Artikels 18 § 4 Absatz 4 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 und des Gasdekret vom 19. Dezember 2002 wird begründet.

Der Netzbetreiber übermittelt der zentralen Informationsstelle nach Artikel 6 Ziffer 65 des Elektrizitätsdekrets vom 12. April 2001 und nach Artikel 2 Ziffer 54 des Gasdekrets vom 19. Dezember 2002 eine Kopie der Mindestinformationen, wobei die vertraulichen Angaben gegebenenfalls davon ausgeschlossen werden.

KAPITEL IV — *Schlussbestimmung*

Art. 9 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200711]

1 FEBRUARI 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toegang tot de fysieke infrastructures van de netbeheerders door de elektronische-communicatieoperatoren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 18, § 3, eerste lid, en § 4, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 26 oktober 2017;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 18, § 3, eerste lid, en § 4, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 26 oktober 2017;

Gelet op het rapport van 29 september 2017 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 62.595/4 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2017, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. CD-17j26-CWaPE-1736 van de « Commission wallonne pour l'Energie » (Waalse Energiecommissie), gegeven op 26 oktober 2017;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° het gasdecreet van 19 december 2002: het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

3° de netbeheerder : de netbeheerder, de privé-netbeheerder of de beheerder van gesloten beroepsnet.

HOOFDSTUK II. — *Procedure, billijke en redelijke modaliteiten en voorwaarden betreffende de toegang tot de fysieke infrastructures van de netbeheerders*

Art. 3. De operator van elektronische communicatie die toegang wenst te krijgen tot de fysieke infrastructuur van een netbeheerder met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid overeenkomstig artikel 18, § 3, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en artikel 18, § 3, van het gasdecreet van 19 december 2002, dient een aanvraag in, bij aangetekend schrijven, bij de betrokken netbeheerder.

De aanvraag bevat :

1° de benaming of handelsnaam van de operator van elektronische communicatie, zijn rechtsvorm, zijn adres of de adres van zijn maatschappelijke zetel, de naam en gegevens van de beheerder van het dossier;

2° het voorwerp van de aanvraag, met een uitvoerige omschrijving van het project waarvoor de toegang wordt gevraagd, met inbegrip van een nauwkeurig tijdschema zoals bedoeld in artikel 18, § 3, eerste lid, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en artikel 18, § 3, eerste lid, van het gasdecreet van 19 december 2002;

- 3° een nauwkeurige omschrijving van het netwerk waarvoor de toegang wordt gevraagd, lokalisering ervan inbegrepen;
- 4° de datum waarop de operator van elektronische communicatie van plan is toegang te hebben tot deze elementen, met vermelding van de gewenste toegangsduur;
- 5° de vermelding van eventuele vertrouwelijke elementen.

Art. 4. Als de aanvraag volledig is, ontvangst de netbeheerder daarvan bericht binnen vijftien dagen.

Als de aanvraag onvolledig is, verzoekt de netbeheerder de operator van elektronische communicatie, binnen vijftien dagen na ontvangst ervan, om ze aan te vullen.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de ontbrekende elementen, bericht de netbeheerder ontvangst van de volledige aanvraag.

Art. 5. Binnen twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag, maakt de netbeheerder zijn gemotiveerde beslissing over aan de operator van elektronische communicatie.

De netbeheerder bepaalt er de redelijke modaliteiten en voorwaarden, met name betreffende de prijs, voorgesteld als tegenprestatie voor de gevraagde toegang alsook de na te leven criteria die de integriteit en de veiligheid van zijn net kunnen garanderen, met name inzake informatica.

De voorwaarden die de beginselen van niet-discriminatie, transparantie en proportionaliteit naleven ten aanzien van de nagestreefde doelstelling worden beschouwd als billijke en redelijke voorwaarden. De proportionaliteit van de toegangsvoorwaarden zal worden beoordeeld ten opzichte van de criteria vermeld in artikel 18, § 3, tweede lid, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001.

Art. 6. De netbeheerder maakt jaarlijks ter informatie aan de CWaPE de volgende gegevens over, volgens de modaliteiten die ze zal hebben bepaald:

- 1° de toegangs aanvragen en de genomen beslissingen;
- 2° de verwachte ontvangsten en voordelen als de toegang wordt verleend;
- 3° de mogelijke synergieën inzake netbeheer.

HOOFDSTUK III. — *Modaliteiten voor de aanvraag van informatie betreffende de fysieke infrastructuur van de netbeheerders*

Art. 7. Als de minimuminformatie bedoeld in artikel 18, § 4, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en in artikel 18, § 4, van het gasdecreet van 19 december 2002 via het centraal informatiepunt niet beschikbaar is, kan de operator van elektronische communicatie ze aanvragen aan de betrokken netbeheerder.

De aanvraag bedoeld in het eerste lid wordt met redenen omkleed.

Art. 8. De netbeheerder bericht ontvangst van de aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Binnen vijftien dagen na verzending van het bewijs van ontvangst bedoeld in het eerste lid, maakt de netbeheerder de gevraagde minimuminformatie over aan de operator van elektronische communicatie met vermelding van de eventuele vertrouwelijke elementen.

Elke beperking van de toegang tot de minimuminformatie op basis van de artikelen 18, § 4, vierde lid, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en van het gasdecreet van 12 december 2002 wordt met redenen omkleed.

De netbeheerder maakt een afschrift van de minimuminformatie over naar het centraal informatiepunt bedoeld in artikel 2, 65°, van het elektriciteitsdecreet van 12 april 2001 en in artikel 2, 54°, van het gasdecreet van 19 december 2002, in voorkomend geval, zonder de vertrouwelijke elementen.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 9. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200712]

1^{er} FEVRIER 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2013 fixant la liste des installations couvertes par le système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre et l'allocation initiale de quotas à titre gratuit de chaque installation pour la période de référence 2013-2020

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les articles 5 et 5/3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020;